



La lettre de la sénatrice

N°14, lundi 5 juillet 2021

Mesdames, Messieurs, Chers (ères) collègues,

L'examen de la loi Climat vient de s'achever au Sénat.

En l'état, ce projet de loi manque d'ambition et ne sera pas en mesure de répondre à la feuille de route initiale, celle des engagements de la France de réduire de 40 % à l'horizon 2030 ses gaz à effet de serre.

J'ai regretté notamment que ce texte ne prévoit pas les dispositions nécessaires visant à la rénovation globale de l'ensemble des logements et que les outils de puissance publique que sont la SNCF ou EDF ne soient aucunement utilisés comme des leviers de la transition écologique.

Nous poursuivons nos travaux jusqu'au 23 Juillet avec l'examen de la Loi dite 4D « Décentralisation, déconcentration, différenciation, décomplexification ».

Ce projet de Loi quelque peu décousu affiche des mesures qui semblent positives pour faciliter l'action publique des élus locaux, encourager la participation citoyenne et clarifier des répartitions de compétences.

Mais, néanmoins, la question des financements reste cruciale puisque l'on sait d'expérience que les transferts de compétences ne sont jamais correctement compensés et que pour utiliser à bon escient de nouvelles responsabilités, les élus ont besoin d'être rassurés sur les moyens à leur disposition.

Bonne lecture et bonnes vacances à vous,

Marie-Claude VARAILLAS

Actualité en circonscription



Soutien à l'apprentissage des langues régionales

Censure constitutionnelle de la loi Molac - les parlementaires réagissent

Le 21 mai dernier, le Conseil constitutionnel censurait deux des dispositions majeures de la loi relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion: la reconnaissance de la méthode pédagogique d'enseignement dite par immersion, ainsi que l'usage de signes diacritiques des langues régionales dans les actes d'état-civil.

Avec 140 parlementaires, nous avons demandé au Président de la République d'engager dans les meilleurs délais une procédure de révision constitutionnelle visant à véritablement permettre à la puissance publique de protéger et promouvoir nos langues régionales.

[Lire le courrier au Président de la République](#)



Inauguration - école Yves Peron à Boulazac

Samedi 3 juillet, j'ai participé à l'inauguration de la nouvelle école Yves Péron à Boulazac, en présence de nombreux élus, de parents d'élèves, enfants et du personnel enseignant.

Cet équipement scolaire est en capacité d'accueillir jusqu'à 400 élèves, répartis en 15 classes.

Située dans le nouveau quartier qui a pris le nom de « Lucien Dutard », instituteur communiste devenu député-maire de Boulazac, l'école Yves Péron du nom de notre ancien résistant et parlementaire périgourdin suscitera, j'en suis sûre, des vocations chez ces futurs citoyens.

Actualité au Sénat



Les points "chauds" de la loi Climat

Loi Climat: le manque d'ambition du gouvernement

Alors que la loi climat vient d'être adoptée au Sénat, retrouvez les différents points pour lesquels je me suis mobilisée au nom de mon groupe parlementaire CRCE (rôle des élus dans le choix d'implantation éoliennes, lutte contre l'artificialisation des sols, cantines scolaires et meilleure répartition des richesses)

[Lire la suite](#)



[Lire la vidéo de mon intervention](#)



Individualisation de l'AAH

Individualisation de l'allocation aux adultes handicapés

Réclamée par les personnes handicapées et les associations, approuvée par les oppositions de droite et de gauche, l'individualisation du calcul de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) a finalement été refusée par le gouvernement.

En février dernier, j'avais déjà interpellé la secrétaire d'État auprès du Premier ministre chargée des personnes handicapées, sur la situation des personnes bénéficiaires de l'AAH. L'individualisation, ou déconjugalisation, de l'AAH visait à ne plus tenir compte du revenu du conjoint dans le versement de cette allocation, évitant ainsi toute situation de dépendance des personnes handicapées à l'égard de leur compagne ou compagnon.

[Lire la suite](#)



RETOUR DE LA RÉFORME DES RETRAITES ?

Au lendemain du second tour des régionales et des départementales, la majorité se divise sur l'opportunité de remettre à l'agenda législatif la réforme des retraites.

Cette réforme, introduirait un report de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans dans le prochain projet de loi de finances de la sécurité sociale (PLFSS). Parmi les partisans de cette réforme, le Ministre des finances, Bruno Le Maire, appuie sur la nécessité de maîtriser les dépenses publiques par des réformes structurelles.

[Lire la suite](#)



**PRÉVENTION D'ACTES DE TERRORISME ET
RENSEIGNEMENT**

PRÉVENTION D'ACTES DE TERRORISME ET AU RENSEIGNEMENT

Le 29 Juin dernier, le Sénat a adopté le projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement. Ce texte vise tout d'abord à inscrire dans le droit commun, et donc à pérenniser, une série de dispositifs expérimentaux qui n'ont pourtant pas fait preuve de leur efficacité puisque les attentats de ces dernières années ont eu lieu sous le régime de ces mesures.

Ces 30 dernières années, 16 lois ont été adoptées contre le terrorisme et 32 contre la délinquance, sans que ces problèmes soient résolus. D'autres méthodes existent, notamment fondées dans le renseignement humain, auquel on doit 58 des 59 attentats déjoués depuis 6 ans. La tension entre liberté et sécurité a toujours existé et son équilibre est fragile.

C'est pourquoi le groupe Communiste, Républicain, Citoyen et Écologiste a voté contre ce projet de loi, après lui avoir opposé une question préalable.

Nous affirmons ainsi la nécessité de combattre le terrorisme mais réprouvons la procédure accélérée engagée par le Gouvernement sur ce texte, car la complexité de cette question mérite un débat de fond à la hauteur de l'enjeu pour notre société.



Censure de la réforme de l'assurance chômage

Censure de la réforme de l'assurance

chômage

Le Conseil d'Etat a suspendu les nouvelles règles de calcul de l'assurance-chômage qui devaient entrer en vigueur le 1er juillet 2021.

Cette réforme portée par la majorité doit rendre « moins favorable l'indemnisation du chômage des salariés ayant alterné contrats courts et inactivité » en modifiant le calcul du salaire journalier de référence (SJR).

Le Conseil d'Etat avait plusieurs fois pointé du doigt le caractère inégalitaire des calculs du SJR, obligeant l'exécutif à revoir sa réforme.

Demandée par les syndicats, la suspension de la réforme de l'assurance-chômage est une petite victoire pour toutes les personnes en contrats courts, d'autant plus que la situation économique demeure incertaine.

Cependant, d'après la ministre du Travail, la réforme sera mise en place dès que la situation économique sera stabilisée, car elle fait partie des conditions du versement des 40 milliards d'euros du plan de relance européen.

Le groupe CRCE ne soutient pas cette réforme imposée par Bruxelles et appelle le gouvernement à l'abandonner.

[Lire la suite](#)

QUESTION ECRITE:

“
Questions écrites au
gouvernement”



Questions écrites aux membres du gouvernement:

- SCOLAIRE : Revalorisation du statut des accompagnants des élèves en situation de handicap ([lire la question](#)).
- AGRICULTURE: Clarification de la traduction des règles européennes en matière d'élevage bovin biologique ([lire la question](#)).

Marie-Claude Varailles
Espace Aragon
1 Pl. du 08 Mai 1945
24000 Périgueux
mc.varailles@senat.fr



Cet e-mail a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}
Vous avez reçu cet email car vous vous êtes inscrit sur mariclaudevarailles.fr.

[Se désinscrire](#)



© 2020 Marie Claude Varailles